

Tous les jours, les Japonais sont confrontés à un double risque

Au Japon, le risque de catastrophe naturelle majeure s'ajoute à l'écueil de l'accident nucléaire. A fortiori sur le site si fragilisé de la centrale de Fukushima et dans le Nord-Est ravagé en 2011. Les habitants tardent à y revenir, malgré les progrès dans la reconstruction.

BERNARD DELATTRE
CORRESPONDANT A TOKYO

Jeudi, un comité d'experts de haut niveau, mandatés par le gouvernement japonais pour évaluer l'activité sismique dans l'archipel depuis la catastrophe du 11 mars 2011 – il y a tout juste dix ans ce jeudi 11 mars 2021 –, a solennellement mis la population en garde. Rien que depuis mars 2020, 208 secousses de magnitude 4 ou davantage ont été enregistrées le long de la côte Pacifique, dans ce nord-est du pays qui fut tant ravagé il y a dix ans. Selon ces sismologues de renom, tout porte à croire que de très puissants séismes, accompagnés de tsunamis d'ampleur, surviendront dans les années à venir.

Ces prédictions alarmantes n'ont sans doute aucunement surpris la population, dans un pays où se produisent chaque année 20 % des tremblements de terre les plus violents qui secouent la planète. Dans leur vie quotidienne, d'ailleurs – et a fortiori depuis le 11 mars 2011 –, les Japonais se préparent au pire.

La plupart ont désormais chez eux, à portée de main, un sac avec tout ce dont ils auront besoin le jour où ils devront évacuer en urgence leur maison en raison d'une alerte de tsunami : médicaments indispensables, petite radio, piles, couverture de survie, etc. Mais une opération d'évacuation d'ampleur ne sera pas simple étant donné la spécificité démographique de l'archipel. C'est le pays du monde qui compte le plus de personnes âgées dans sa population (29 % des Japonais ont 65 ans ou plus). « Je n'aurai probablement pas le temps, moi, d'aller me mettre à l'abri : je marche trop lentement... », soupire, ainsi, une Tokyoïte âgée de 72 ans. Qui, philosophe, en est arrivée à cette conclusion. « Le jour venu, dès lors, peut-être que je resterai à la maison. Je prierai... et le destin décidera de mon sort. » Les autorités essaient de préparer aussi les enfants aux risques naturels majeurs. Deux fois par mois, toutes les écoles primaires organisent des exercices simulant une alerte de catastrophe imminente – un tsunami, par exemple – nécessitant l'évacuation en urgence de l'établissement et la mise à l'abri, en lieu sûr, de tous ses occupants : au sommet de la colline la plus proche de l'école, le plus souvent.

Les opérateurs des centrales nucléaires sur le qui-vive

Les opérateurs de centrales nucléaires, pareillement, sont sur le qui-vive. Après la catastrophe de Fukushima, les 54 réacteurs du pays ont été mis à l'arrêt. Puis, on a considérablement durci les normes de sécurité – antisismiques, notamment – imposées aux exploitants. Au vu des investissements énormes qui leur étaient demandés, beaucoup ont préféré renoncer et ont fermé leur centrale. C'est pourquoi, au Pays du Soleil levant, neuf réacteurs seulement sont opérationnels en ce moment. Ce qui ne chagrine en rien les Japonais. D'après les sondages, 85 % redoutent un nouvel accident nucléaire. Ils refusent donc que l'on construise de nouvelles centrales.

La grosse frayeur que le pays a ressentie le 13 février dernier a dû les conforter dans leur appréhension. Ce jour-là, dans le Nord-Est, une secousse de magnitude 7.3 a causé des dégâts à la cen-

trale de Fukushima. Où l'on redouble de prudence face au risque de nouvelle catastrophe naturelle. Ainsi, une digue protectrice de 11 mètres de haut a été érigée sur tout le long de la façade littorale du site.

Akira Ono, qui pilote le démantèlement de la centrale chez Tepco, l'opérateur des installations, se dit « satisfait » de l'état d'avancement de ce chantier gigantesque et périlleux.

Un chantier de démantèlement dantesque

Depuis 2011, on a réduit de 540 à 140 m³ la quantité d'eau qui, chaque jour, pénètre dans la centrale. Soit des eaux souterraines ou de pluie qui s'infiltrèrent dans ces bâtiments dévastés, dès lors plus du tout étanches. Soit de l'eau que l'on déverse en permanence sur les installations pour éviter qu'elles surchauffent, ce qui serait périlleux. Toutes ces eaux, au sortir de la centrale, doivent être décontaminées car elles sont entrées en contact avec le combustible atomique et les débris hautement radioactifs. « C'est une lourde tâche, donc c'est un grand progrès », se réjouit Akira Ono. Autre acquis : sur le site, le taux de radiation a nettement diminué. « Y compris à cent mètres à peine des réacteurs, les 5.000 employés qui œuvrent au démantèlement ne doivent plus revêtir d'équipements de radioprotection », explique Akira Ono.

En revanche, dans les bâtiments les plus sinistrés, on n'a pas avancé d'un io-

ta s'agissant de l'enlèvement du capharnaüm inouï de combustible fondu et de débris radioactifs. Et on n'a même pas encore d'idée bien précise sur la manière dont on va procéder. « Sur ce point, tout reste à faire », reconnaît Ma-

En revanche, dans les bâtiments les plus sinistrés, on n'a pas avancé d'un iota s'agissant de l'enlèvement du capharnaüm inouï de combustible fondu et de débris radioactifs. Et on n'a même pas encore d'idée bien précise sur la manière dont on va procéder

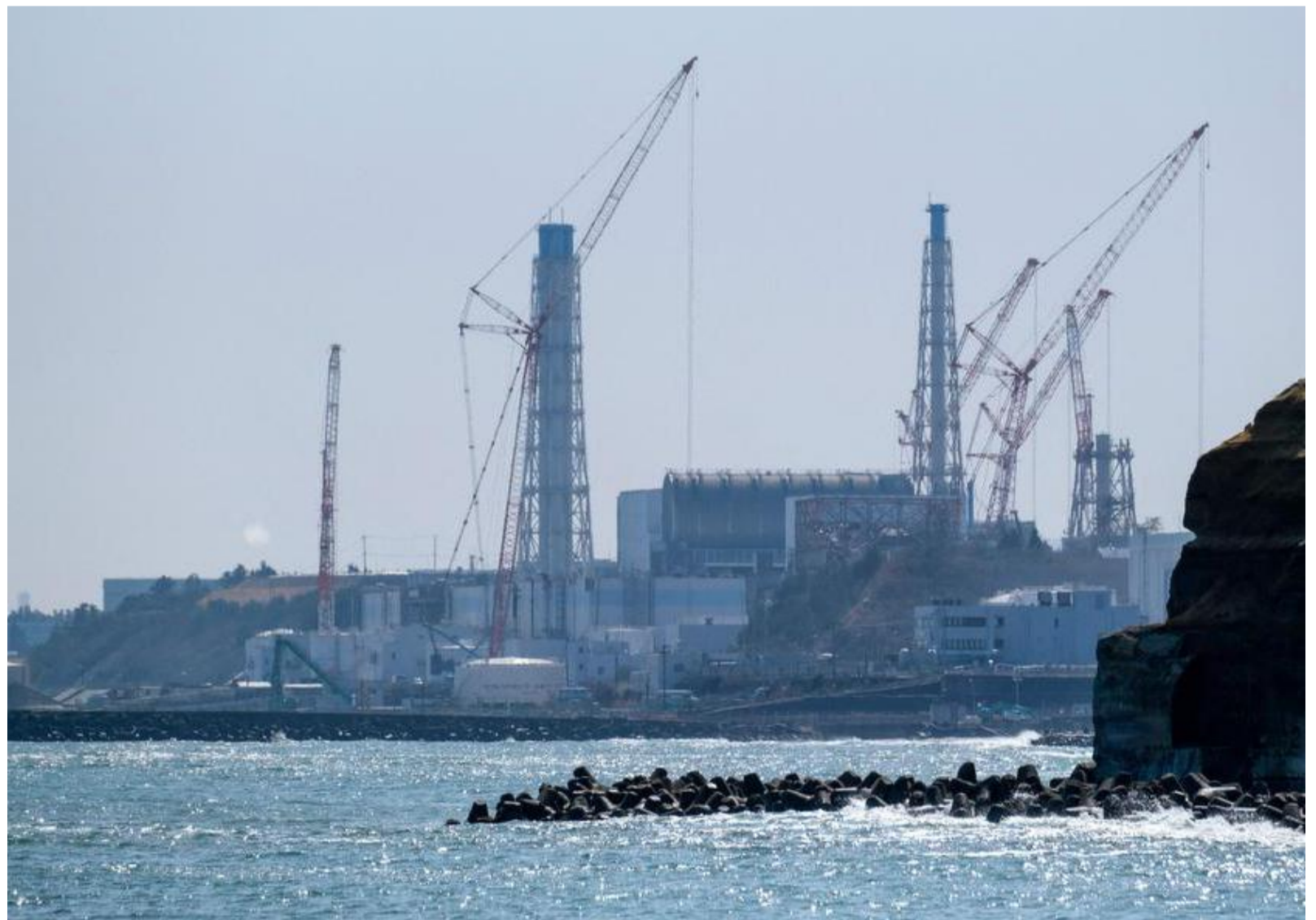
sao Uchibori, le gouverneur de la préfecture de Fukushima.

Ce dernier, lorsqu'on interroge sur la reconstruction de la région, se réjouit que « neuf chantiers publics de reconstruction sur dix » aient été menés à bien. Il salue aussi le fait que « sur près de 98 % de notre territoire, le taux de radiation est revenu à la normale et est comparable à celui que l'on retrouve partout ailleurs dans le monde ». Aujourd'hui, les « no-go zones », toujours pas habitables, ne s'étendent que sur 337 km², « soit 2,5 % à peine de la superficie de notre région : six fois moins qu'en 2011 ». Conclusion ? « Tant la décontamination que la reconstruction ont bien progressé. »

La méfiance vis-à-vis du taux officiel de radiation

Problème : 37.000 des 165.000 habitants qui ont dû déménager en catastrophe de Fukushima au printemps 2011, leur lieu de vie étant devenu inhabitable, n'y sont toujours pas revenus. Six sur dix déclarent aux sondeurs n'avoir aucune envie de le faire. Et la préfecture a perdu 180.000 de ses près de 2 millions d'habitants en dix ans. « Donner l'envie d'habiter à Fukushima, c'est vraiment notre défi majeur », commente le gouverneur.

Le manque d'attractivité de la région martyre s'explique notamment par la méfiance. Beaucoup de Japonais ne croient pas au taux officiel de radiation et craignent donc de mettre leur santé en danger s'ils revenaient à Fukushima. Où, en outre, malgré les progrès de la reconstruction, il y a encore assez peu d'hôpitaux, de crèches ou de centres commerciaux. Les emplois manquent, aussi. Nombre de projets de revitalisation épatants ont été lancés, axés sur les technologies de pointe, la robotique ou les énergies renouvelables. Depuis l'apparition du coronavirus, toutefois, beaucoup d'entreprises hésitent à s'y engager faute de perspectives d'avenir claires. « Cette pandémie, c'est vraiment notre deuxième plaie... », commente, amer, un responsable de la préfecture.



37.000 des 165.000 habitants qui ont dû déménager en catastrophe de Fukushima au printemps 2011, leur lieu de vie étant devenu inhabitable, n'y sont toujours pas revenus. En cause, la méfiance à l'égard des autorités.

© AFP.

« Le coup de grâce donné aux pêcheurs »

Les pêcheurs du nord-est du Japon s'alarment. Le gouvernement nippon envisage de rejeter dans l'océan Pacifique un million de tonnes d'eaux provenant de l'intérieur de la centrale. Soit l'équivalent du contenu de 500 piscines olympiques. On n'a plus de place sur le site pour les stocker, donc on doit s'en débarrasser.

Ces eaux ont été au contact du combustible atomique fondu et des débris radioactifs. On a ensuite extrait la plupart des radionucléides qu'elles contenaient hormis le tritium et le carbone 14. Pour Yumiko Hata, du ministère de l'Énergie, le rejet de ces eaux en mer serait sans impact ni sur l'environnement ni sur la santé. « Le niveau de tritium n'augmenterait que dans une zone de 2 km autour de la centrale mais resterait conforme aux normes internationales. Ailleurs, il n'atteindrait que 10 becquerels, soit la teneur en tritium que l'OMS autorise dans l'eau minérale. » L'opérateur Tepco renchérit. « Toutes les centrales du monde déversent du tritium en mer. Pourquoi ne le ferait-on pas

à Fukushima ? »

Parce que « ce serait le coup de grâce donné aux pêcheurs », rétorque le responsable d'une coopérative. « Nos poissons deviendront invendables ! Qui voudra risquer de se retrouver avec du tritium dans son assiette ? » Voire aussi du césium ou du strontium puisqu'en 2018, de tels radionucléides ont été retrouvés dans des eaux qui avaient pourtant été traitées. Une majorité de sondés s'oppose à ce projet, doutant de son innocuité alléguée. « Peut-on croire les autorités quand elles nous disent que ce sera sans danger ? », se demande ainsi un quinquagénaire tokyoïte qui n'a pas oublié qu'« en 2011, elles nous ont menti à propos de la gravité de l'accident nucléaire ». En outre, une sorte d'effet d'accumulation irrite l'opinion. « Il y a deux ans, notre pays a autorisé la chasse des baleines à des fins commerciales et non plus seulement scientifiques », rappelle une mère de famille. « A présent, il s'apprête à polluer l'océan. Cet irrespect pour l'écosystème marin me met en colère. » B.DE